INTRODUCTION A LA RECHERCHE RURALISTE DANS LES PAYS DU SUD : ÉVOLUTIONS THEORIQUES, ENJEUX POLITIQUES ET PERSPECTIVES POSTCOLONIALES

Introduction to rural research in southern countries: theoretical developments, political issues, and post-colonial perspectives

Ali HANAFI

Laboratoire Géomatique des Géosystèmes (LR19ES07-FLAHM)
Université de la Manouba, Tunisie

ali.hanafi@flah.uma.tn

Résumé

Depuis les indépendances, la ruralité dans les pays du Sud constitue à la fois un objet d'étude privilégié pour les sciences humaines et sociales et un terrain d'intervention majeur pour les politiques de développement, marqué par des héritages coloniaux persistants et des transformations socio-économiques profondes. Ce texte retrace l'évolution intellectuelle de la recherche ruraliste dans ces régions, en mettant en lumière ses dimensions à la fois scientifiques et politiques. Il interroge la capacité de la recherche à se décoloniser et à dépasser les cadres théoriques hérités de la période coloniale pour mieux rendre compte des réalités contemporaines des sociétés rurales du Sud. Pour répondre à cette interrogation faire, l'auteur adopte une approche généalogique et critique, s'appuyant sur une revue de la littérature scientifique et des travaux de terrain pour analyser les transformations paradigmatiques. Il mobilise également les apports des études postcoloniales et des épistémologies du Sud pour déconstruire les récits dominants. Enfin, une attention particulière est portée aux dynamiques de co-construction des savoirs avec les communautés rurales. Les résultats révèlent trois phases majeures dans l'évolution de la recherche : une phase moderniste (années 1960-1970), une phase marxiste et dépendantiste (années 1970-1980), et une phase contemporaine marquée par le pluralisme théorique et les approches critiques. Ces résultats mettent en évidence les limites des modèles importés, l'émergence de critiques radicales des héritages coloniaux, et la persistance d'inégalités dans la production et la

validation des savoirs. Par ailleurs, cette évolution souligne la nécessité de poursuivre la décolonisation des savoirs par des pratiques de recherche collaboratives, intégrant pleinement les communautés rurales comme actrices de la production des connaissances.

Mots clés : Recherche ruraliste, décolonisation des savoirs, épistémologies du Sud, co-construction des savoirs, pays du sud

Abstract

Since independence, rurality in the countries of the South has been both a privileged subject for study for the humanities and social sciences and a major area of intervention for development policies, marked by persistent colonial legacies and profound socio-economic transformations. This text traces the intellectual evolution of rural research in these regions, highlighting its scientific and political dimensions. It questions the ability of research to decolonize itself and move beyond the theoretical frameworks inherited from the colonial period in order to better reflect the contemporary realities of rural societies in the Global South. To address this issue, the author adopts a genealogical and critical approach, drawing on a review of scientific literature and fieldwork to analyze paradigmatic transformations.. He also draws on postcolonial studies and Southern epistemologies to deconstruct dominant narratives. Finally, particular attention is paid to the dynamics of co-construction of knowledge with rural communities. The results reveal three major phases in the evolution of research: a modernist phase (1960s-1970s), a Marxist and dependency phase (1970s-1980s), and a contemporary phase marked by theoretical pluralism and critical approaches. They highlight the limitations of imported models, the emergence of radical critiques of colonial legacies, and the persistence of inequalities in production and validation of knowledge. The observation of this evolution underscores the need to continue the decolonization of knowledge through collaborative research practices that fully integrate rural communities as actors in the production of knowledge.

Keywords: Rural research, decolonization of knowledge, southern epistemologies, co-construction of knowledge, global South.

ملخص

منذ الاستقلال، شكلت القضايا الريفية في بلدان الجنوب موضوعًا مفضلًا للدراسة في العلوم الإنسانية والاجتماعية ومجالًا رئيسيًا للتدخل في سياسات التنمية التي اتّسمت بإرث استعماري مستمر وتحوّلات اجتماعية واقتصادية عميقة. يتتبع هذا النص التطور الفكري للبحوث الريفية في هذه المناطق، مسلطاً الضوء على أبعادها العلمية والسياسية على حد سواء. ويستفسر عن قدرة البحوث على التحرر من الاستعمار وتجاوز الأطر النظرية الموروثة من الفترة الاستعمارية من أجل تقديم صورة أفضل عن الواقع المعاصر للمجتمعات الريفية في الجنوب. وللقيام بذلك، يتبنى المؤلف نهجًا أنسابيًا ونقديًا، مستندا إلى مراجعة الأدبيات العلمية والأعمال الميدانية لتحليل التحولات النموذجية. كما يستعين بمساهمات الدراسات ما بعد الاستعمارية وعلوم المعرفة في الجنوب لتفكيك الروايات السائدة. أخيرًا، يتم إيلاء اهتمام خاص لديناميات البناء المشترك للمعارف مع المجتمعات الريفية. وتكشف النتائج عن ثلاث مراحل رئيسية في تطور البحث: مرحلة حداثية (السنوات 1960-1970)، ومرحلة ماركسية وتبعية (السنوات 1970-1980)، ومرحلة معاصرة تتميز بالتعددية النظرية والمناهج النقدية. كما تسلط الضوء على حدود النماذج المستوردة، وظهور انتقادات جذرية للتراث الاستعماري، واستمرار عدم المساواة في إنتاج المعرفة والتحقق من صحتها. ويؤكد هذا التطور على ضرورة مواصلة تصفية الاستعمار المعرفي من خلال ممارسات بحثية تعاونية، تدمج المجتمعات الريفية بشكل كامل كجهات فاعلة في إنتاج المعرفة.

كلمات مفتاحية: البحث الريفي، تصفية الاستعمار المعرفي، أبستمولوجيا الجنوب، البناء المشترك للمعارف، بلدان الجنوب.

Introduction

La ruralité dans les pays du Sud a constitué, depuis les indépendances de ces derniers, un objet d'étude privilégié pour les sciences humaines et sociales, tout en étant un terrain d'intervention majeur pour les politiques de développement. Cette double dimension, à la fois scientifique et politique, a profondément marqué l'évolution de la recherche ruraliste, produisant des connaissances souvent situées à l'intersection des logiques académiques et des impératifs opérationnels. Son évolution actuelle masque souvent la longue histoire des études rurales dans les pays du Sud, dont les racines remontent à la période coloniale (Bernard 1901, 1911, Monchicourt 1913, Lyautey 1937, Despois 1949, Poncet 1958, etc.). Les premières enquêtes ethnographiques et agronomiques menées sous l'égide des puissances coloniales ont, en effet, établi des cadres d'analyse qui ont, dans une certaine mesure, influencé les recherches contemporaines.

Mais à partir des années 1950-1960, la recherche ruraliste au Maghreb, en Amérique latine comme en Afrique subsaharienne, a vécu des transformations majeures, en lien avec les mutations politiques, économiques et sociales postcoloniales. Ces transformations ont à la fois reflété les évolutions des paradigmes du développement et les critiques croissantes des héritages coloniaux. Initialement dominée par des approches modernistes et technicistes, cette recherche s'est progressivement complexifiée sous l'influence des théories marxistes, des études postcoloniales et des mouvements sociaux ruraux. Par ailleurs, elle a été marquée par la décolonisation, la mise en place de politiques de développement, puis par les défis contemporains liés à la mondialisation, aux nouveaux impératifs environnementaux et aux dynamiques sociales complexes (Vadon et al. 2006, Mignolo 2011, Santos 2018, MC Millen 2012).

Aujourd'hui, la recherche ruraliste dans les pays du Sud se trouve à un carrefour où la décolonisation des savoirs et la reconnaissance des épistémologies du Sud apparaissent comme des enjeux centraux (Akesbi 2013, Boudedja 2013, Kadiri 2020). Elle s'inscrit dans un contexte où la question rurale connaît un regain d'attention, tant du fait des crises alimentaires récurrentes que des débats sur la transition écologique (Escobar 2018, Moseley 2024, Bessaoud 2023, Santos & Meneses 2022, Moseley 2024). Ce constat invite à une réflexion approfondie sur la généalogie des savoirs ruralistes et sur leur distanciation vis-à-vis des héritages coloniaux.

Cette introduction se propose ainsi de retracer l'histoire intellectuelle de ce champ de recherche en mettant en lumière ses transformations paradigmatiques, ses enjeux épistémologiques contemporains et ses perspectives critiques émergentes. L'étude des sociétés rurales dans les pays du Sud a connu depuis les indépendances durant les années 1960 des transformations majeures, reflétant à la fois l'évolution des théories du développement et les changements politiques et économiques globaux. Ce parcours intellectuel peut être divisé en trois phases principales.

1. Première phase (1960-1970) : l'hégémonie des théories modernistes

La décennie des indépendances politiques dans de nombreux pays du Sud (1960-1970) a marqué le début d'un champ de recherche structuré autour des études rurales. Cette période a été caractérisée par une forte influence des théories modernistes, issues des sciences sociales occidentales, qui ont façonné les approches académiques et politiques envers les sociétés agraires. Ces travaux étaient alors inscrits dans un paradigme dominant ; celui de la transition nécessaire des sociétés rurales « traditionnelles » vers la modernité économique et sociale. Ils se sont largement appuyés sur les théories de la modernisation, dont les figures emblématiques remontent à Walt Rostow (1960) avec son modèle des « stades de la croissance économique » et Arthur Lewis (1954) avec sa théorie du « dualisme économique ». Ces approches postulent que les sociétés rurales des pays du Sud sont engluées dans des structures archaïques (subsistance, faible productivité, communautarisme) et doivent nécessairement évoluer vers des formes d'agriculture capitaliste et intégrée au marché mondial.

Dans ce cadre, le monde rural est perçu comme un réservoir de main-d'œuvre devant alimenter l'industrialisation, tandis que l'agriculture doit être intensifier (mécanisation et usage d'intrants) et intégrer l'économie marchande pour « décoller » (Rostow 1960). Cette vision repose sur une opposition binaire entre tradition et modernité, où le paysan est souvent décrit comme un acteur passif, résistant au changement et devant être encadré par des experts et des politiques étatiques (Schultz 1964). Les travaux de l'époque, comme ceux de la sociologie rurale américaine (Redfield 1956), ont influencé profondément les études menées en Afrique, en Asie et en Amérique latine, en imposant des grilles de lecture et d'interprétation extérieures à leurs réalités locales. Cette phase a été marquée par une étroite collaboration entre chercheurs, gouvernements postcoloniaux et organisations internationales, tous animés par un objectif commun : transformer les campagnes.

Au Maghreb, et au lendemain des indépendances, les États ont été les premiers à adopter des politiques de développement rural, inspirées

des théories modernistes occidentales. Le modèle de Rostow ainsi que les approches fonctionnalistes, dominaient les réflexions. L'objectif était de transformer l'agriculture traditionnelle en une agriculture « productive » et intégrée à l'économie nationale. Les travaux de cette époque se caractérisent par une forte croyance dans le progrès technique. Dumont (1962) et Dumont et Mazoyer (1969), dans leurs études sur les réformes agraires, défendaient l'idée que la modernisation agricole était la clé du développement. Au Maroc, Le Coz (1964) analysait les périmètres irrigués comme des moteurs de croissance, tandis qu'en Algérie, les politiques de l'autogestion agricole s'inscrivaient dans cette logique moderniste (Bourdieu & Sayad 1964). Parallèlement, des sociologues comme Berque (1967), étudiaient les structures sociales rurales en insistant sur leur nécessaire adaptation à la modernité. Pascon (1977), dans ses recherches sur le Maroc, soulignait toutefois les contradictions entre les systèmes agraires traditionnels et les projets étatiques. Les limites de cette phase deviennent rapidement apparentes puisque les politiques de modernisation mises en œuvre ont été critiquées pour leur eurocentrisme, leur incapacité à saisir les spécificités socio-historiques des campagnes maghrébines et le rôle qu'elles ont joué sur l'accroissement des inégalités sociales et des dégâts environnementaux (Amin 1988, Bessaoud 2022).

2. Deuxième phase (1970-1980) : le tournant marxiste et dépendantiste

La décennie 1970 marque un tournant critique dans les études ruralistes consacrées aux pays du Sud. Alors que les approches modernistes des années 1960 montraient leurs limites, un nouveau paradigme émerge, influencé par les théories marxistes et dépendantistes. Ce courant, porté par des intellectuels du Sud et des chercheurs critiques occidentaux, remet en cause les fondements mêmes des analyses antérieures en introduisant des concepts marxistes adaptés aux réalités des Suds tels que l'impérialisme, l'exploitation capitaliste et les structures de dépendance. Cette période voit ainsi se développer une lecture politique et économique des dynamiques rurales, où la paysannerie n'est plus perçue comme

un frein au développement, mais comme une classe sociale exploitée et dominée dans le système mondial.

Développée principalement par les travaux des économistes latino-américains (Prebisch 1949, Furtado 1959, Frank 1967), la théorie de la dépendance, postule que le sous-développement des pays du Sud n'est pas un retard, mais le produit historique de leur intégration subordonnée au capitalisme mondial. Ces travaux ont aussi montré comment les économies rurales ont été déstructurées suite à leur insertion dans un système extractif au profit des métropoles coloniales puis néocoloniales. Contrairement aux théories modernistes qui voyaient les paysans comme des acteurs archaïques au Sud, les théories marxistes considèrent les paysans comme une classe soumise à une double exploitation : par les propriétaires terriens locaux et par le capital international via les termes de l'échange inégaux et l'endettement (Amin 1973). Quelques idées-forces ont alors caractérisé cette deuxième phase de la recherche ruraliste. La première s'est articulée autour du concept « d'impérialisme agraire » développé notamment par Amin (1973) qui a montré que l'agriculture des pays du Sud est réorganisée pour servir les besoins des pays industrialisés (cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, accaparement des terres). La deuxième a concerné la question foncière et la différenciation sociale en a révélé comment les réformes agraires ont souvent renforcé les inégalités en favorisant une minorité de paysans riches capables de s'intégrer au marché, tandis que la majorité s'appauvrit (Bernstein 1977).

Au Maghreb, les indépendances politiques n'ont pas entraîné une rupture radicale dans les structures agraires héritées de la colonisation. Bien au contraire, les nouveaux décideurs et experts nationaux ont souvent perpétué des modèles économiques extractifs, tout en promouvant des réformes agraires inabouties ou biaisées. Il faut attendre les années 1970 pour que l'on assiste à l'émergence d'une critique radicale de ces héritages coloniaux et des politiques agraires post-indépendance (Sethom 1977, Kassab 1980). Dans le sillage des courants marxistes et dépendantistes qui influençaient alors fortement les sciences sociales, les chercheurs maghrébins et

leurs homologues occidentaux engagés, ont développé une analyse structurelle des campagnes en critiquant les réformes agraires. Ils ont montré les limites des politiques de modernisation agricole imposées sans concertation ni adaptation aux contextes locaux (Dumont 1962, Le Coz 1964). Ils ont également abordé la question des sociétés paysannes et leur intégration inégale dans les économies nationales ainsi que les tensions générées entre modernisation et traditions dans les campagnes maghrébines (Berque 1967, Amin 1970). Ils ont enfin prouvé comment l'échec de ces réformes a poussé les paysans à quitter leurs terres avec tous les effets déstructurateurs qu'a eu l'émigration sur les communautés villageoises (Sayad 1999).

3. Troisième phase (1990 à nos jours) : pluralisme théorique et approches critiques

La période contemporaine a été marquée par une transformation profonde des études ruralistes dans les pays du Sud en général et au Maghreb en particulier. Cette troisième phase s'est caractérisée par un éclatement des paradigmes théoriques et un renouvellement méthodologique sans précédent. Après l'hégémonie des approches modernistes puis marxistes, les études rurales contemporaines se sont distinguées par leur pluralisme analytique et leur capacité à intégrer des perspectives critiques variées. En effet, à partir de la fin des années 1980, les études rurales ont connu des bouleversements majeurs avec la fin de la Guerre froide et la montée en puissance du néolibéralisme, ce qui a entraîné une reconfiguration des rapports Nord-Sud. Sur le plan intellectuel, les « postcolonial studies » ont permis l'émergence de plusieurs approches théoriques et ont offert de nouveaux outils conceptuels pour analyser les transformations des mondes ruraux. Les études postcoloniales, inspirées notamment des travaux d'Edward Said et de Gayatri Spivak, ont permis de déconstruire les catégories héritées de la période coloniale et de questionner les formes contemporaines de domination épistémique. Les approches néo-institutionnalistes, représentées par les travaux d'Ostrom (1990), ont renouvelé l'analyse des communs et des systèmes de gouvernance locale. Les théories féministes ont mis en lumière les rapports de genre dans les sociétés rurales (Lazreg 1994),

tandis que les approches environnementales ont intégré les questions climatiques et écologiques (Davis 2006).

Sur le plan méthodologique, cette période s'est également caractérisée par un renouvellement méthodologique significatif. Les approches qualitatives ont gagné en importance, avec un recours accru aux méthodes ethnographiques et aux récits de vie. Des mutations majeures ont eu lieu notamment la dissolution progressive de la ruralité et de la paysannerie au profit d'une agriculture industrialisée et l'émergence de nouvelles thématiques transversales, servant à la fois de prismes et d'échelles d'analyse (comme les questions environnementales, de genre ou de jeunesse). D'autres mutations se sont aussi opérées notamment la montée en puissance de l'expertise et d'un vocabulaire managérial en plus de l'extension de l'économie marchande en milieu rural, entraînant une accélération de l'émigration, une dépendance accrue envers les centres urbains, ainsi que l'accaparement des terres par les États (notamment les monarchies pétrolières ou la Chine). Parallèlement, les méthodes participatives impliquant directement les acteurs ruraux dans la production des connaissances ont connu un développement notable.

Au Maghreb, cette période a notamment été marquée par la mise en œuvre de la politique d'ajustement structurel qui a profondément transformé les économies rurales, avec des conséquences sociales majeures (Bonte et al. 2009, Massin et al. 2016). La libéralisation des marchés agricoles, la privatisation des terres collectives et l'intégration accrue dans les circuits mondialisés ont créé de nouvelles formes d'inégalités (Boughezala & Elloumi 1992). Plusieurs thèmes ont particulièrement attiré l'attention des chercheurs durant cette période, comme la question des ressources naturelles et des conflits environnementaux avec des travaux sur la gestion de l'eau, la désertification et les politiques de développement durable (Bouderbala 1999, Jouve 2012, Gana & Khemiri 2021). Les migrations rurales et les nouvelles mobilités ont aussi constitué un autre champ important de recherche, analysant à la fois l'émigration vers les villes et les nouvelles formes de circulation entre espaces ruraux et urbains (Bensaâd 2020). Les transformations des structures familiales et des

rapports de genre dans les campagnes ont également fait l'objet de nombreuses études (Triki 2007).

En sommes, l'évolution de la recherche ruraliste post-indépendance dans les pays du Sud reflète les transformations plus larges des sciences sociales et des rapports Nord-Sud. Les théories post-coloniales ruralistes ont profondément enrichi la compréhension des sociétés rurales en déconstruisant les récits coloniaux, en valorisant les voix subalternes et en renouvelant les approches culturelles et historiques. Elles ont également permis de dépasser les visions eurocentriques, offrant une lecture plus dynamique et plurielle des sociétés rurales post-coloniales. Cependant, leurs limites résident dans leur tendance à privilégier les dimensions culturelles au détriment des réalités socio-économiques, ainsi qu'à une uniformisation excessive des expériences postcoloniales (Chakrabarty 2000).

Conclusion

La décolonisation des savoirs ruralistes dans les pays du Sud, un chantier à peine ouvert

Malgré les décennies de critiques postcoloniales et décoloniales, le processus de décolonisation des savoirs ruralistes dans les pays du Sud reste aujourd'hui largement inachevé. Cette situation paradoxale s'explique par l'imbrication complexe de facteurs historiques, épistémologiques et socio-politiques qui continuent de perpétuer les héritages coloniaux dans la production des connaissances sur les mondes ruraux du Sud. Cette inertie relève moins d'une simple résistance au changement que d'une reproduction systémique des structures de pouvoir héritées de la colonialité.

Aujourd'hui, la décolonisation des savoirs ruralistes se heurte à deux grands défis. Le premier réside dans la financiarisation de la recherche, où les bailleurs internationaux, comme la Banque mondiale et la FAO, imposent leurs agendas et indicateurs tout en perpétuant une vision productiviste et techniciste de l'agriculture qui marginalise les savoirs locaux (McMichael 2009). Ces organisations internationales introduisent, par le biais du financement de nouvelles formes de dépendance dans la recherche sur les ruralités en orientant

les agendas vers des thématiques prédéfinies (résilience écosystémique, changement climatique, sécurité alimentaire, etc.), parfois détachées des priorités locales. Quant au deuxième obstacle, il tient à la division internationale du travail scientifique. En effet, les chercheurs du Sud restent souvent cantonnés au rôle de pourvoyeurs de données locales tandis que l'interprétation et la théorisation restent l'apanage des institutions du Nord. Cette asymétrie est bien visible dans les publications scientifiques puisque moins de 20% des références citées dans les études sur le Maghreb, par exemple, proviennent d'auteurs maghrébins (Nachi 2019). En outre, les critères de validation scientifique (publications en anglais, méthodes quantitatives) excluent des formes alternatives de connaissance, comme les savoirs oraux ou les pratiques empiriques des paysans.

Face à ces obstacles, il est nécessaire d'articuler la critique post-coloniale avec une implication concrète dans les dynamiques sociales et politiques ce qui engage une co-construction des savoirs avec les communautés, une attention aux contextes locaux, et une volonté d'influencer les politiques de développement de manière éthique et pragmatique (Ouarghidi et al. 2013, Santos 2018). A cet effet, des approches collaboratives émergent, inspirées notamment par les épistémologies du Sud et les méthodologies participatives et visant à décentrer la production des savoirs en intégrant pleinement les communautés rurales comme co-chercheuses (Santos 2018, Lavigne Delville & Mathieu 2020). C'est l'exemple de l'agroécologie paysanne qui valorise les savoirs locaux en les articulant avec des connaissances scientifiques, sans les subordonner (Via Campesina 2018). De même, les méthodes de recherche-action permettent une restitution dynamique des résultats, évitant l'extractivisme académique. Ces alternatives qui ne sont pas sans défis (risques de folklorisation, inégalités persistantes dans les collaborations), ouvrent la voie à une décolonisation effective des savoirs. Elles montrent aujourd'hui qu'une autre production de connaissances est possible, fondée sur la réciprocité et la reconnaissance des épistémologies multiples. Pour que ce projet aboutisse, il faut non seulement déconstruire les anciens cadres, mais aussi inventer de nouvelles pratiques de recherche qui fassent des ruraux des sujets et pas seulement des objets du savoir.

Bibliographie

AKESBI N., 2013. L'agriculture marocaine, entre les contraintes de la dépendance alimentaire et les exigences de la régulation sociale. Critique économique n°30, 27p.

AMIN S., 1970. Le Maghreb moderne. Éditions de Minuit, Collection : Grands documents n°24, Paris, 220p.

AMIN S., 1973. Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique. Collection Grands documents, 384p.

AMIN S., 1988. L'eurocentrisme : Critique d'une idéologie. Éditions Anthropos, Collection : Sociologie et développement, Paris, 192p.

BENSAÂD A., (coord.), 2020. Migrations africaines au Maghrebet au Moyen-Orient. Migrations Société. 179, (32), 212 p.

BERNARD A., 1901. Le Maroc. Félix Alcan, Coll. Les Pays modernes, Paris, 404p.

BERNARD A., 1911. Enquête sur l'habitation rurale des indigènes de l'Algérie. Alger : Jourdan.

BERNSTEIN H., 1977. Notes on Capital and Peasantry. Review of African Political Economy, 4 (10), 60-73.

BERQUE J., 1967. Les Arabes d'hier à demain. Paris : Éditions du Seuil.

BESSAOUD O., 2022. Le foncier rural en Algérie : de l'autogestion à la concession agricole (1962-2018). Les Cahiers du Pôle Foncier n°22, Pôle foncier Montpellier, CIHEAM, 53p.

BESSAOUD O., 2023. L'Algérie agricole et rurale 60 ans après : de la décolonisation au modèle concessionnaire. Revue Algérienne d'Anthropologie et des Sciences Sociales n°100, Alger, pp. 13-46.

BONTE P., ELLOUMI M., GUILLAUME H., MAHDI M., 2009 (Dir.). Développement rural, Environnement et Enjeux territoriaux. Regards croisés Oriental marocain et Sud-Est tunisien. Cérès Éditions, Tunis, 431p., ISBN 978-9973-19-737-5

BOUDEDJA K., 2013. Les acteurs et le développement local: outils et représentations. Cas des territoires ruraux au Maghreb. Thèse de Doct. en Géographie, Univ. Paul Valéry- Montpellier III, 388p.

BOUDERBALA N., 1999. Les systèmes de propriété foncière au Maghreb : Le cas du Maroc. Éditions Karthala, Paris, 320p.

BOUGHZALA M., ELLOUMI M., 1992. Libéralisation de la politique agricole en Tunisie et la réforme de la PAC. Économie rurale n°211, CIHEAM-IAM, pp : 74-79.

BOURDIEU P., SAYAD A., 1964. Le Déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie. Editions Minuit, Paris.

CHAKRABARTY D., 2000. Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference. Princeton University Press.

DAVIS D. K., 2006. Neoliberalism, Environmentalism, and Agricultural Restructuring in Morocco. The Geographical Journal, 172 (2), pp:88-105.

DESPOIS J., 1949. L'Afrique du Nord. Paris : PUF.

DUMONT R., 1962. Accélérer le développement agricole africain. Impact: science et société, XII, 4, pp : 245-266.

DUMONT R., MAZOYER M., 1969. Développement et socialismes. Éditions du Seuil, Coll. Esprit, Paris, 465p.

ESCOBAR A., 2018. Designs for the Pluriverse: Radical Interdependence in Latin American Rural Struggles. Duke University Press, 290p.

FURTADO C., 1959. Formação econômica do Brasil. Fundo de Cultura Econômica, Collection : Biblioteca de Economia Brasileira, Rio de Janeiro, 299p.

GANA A., KHEMIRI E., 2021. La gestion de l'eau en Tunisie : un modèle générateur d'inégalités socio-territoriales. In Berger M., Chaléard J-L., Gana A., (dir.) : « Crise des modèles ? Agricultures, recompositions territoriales et nouvelles relations villes-campagnes », Grafigéo n°37, Paris, pp.73-97.

JOUVE P., 2012. Les oasis du Maghreb, des agro-écosystèmes de plus en plus menacés. Comment renforcer leur durabilité ? Courrier de l'environnement de l'INRA n°62, pp : 113-122.

KADIRI Z., 2020. Imprévisible et bricolée: La modernisation rurale et agricole au Maroc. Hespéris-Tamuda LV (4), pp.: 173-196.

KASSAB A., 1980. Etudes Rurales en Tunisie. Publ. de l'Université de Tunis. 442 p.

LAVIGNE DELVILLE P., MATHIEU M., 2020. Donner corps aux ambitions : le diagnostic participatif comme enjeu de pouvoir et comme processus social. In Lavigne Delville P. & Mathieu M. (Eds.) : « Les enquêtes participatives en débat : ambitions, pratiques, enjeux », (pp. 15-48), Paris : Éditions Karthala.

LYAUTEY H., 1937 : Vers le Maroc. Lettres du Sud-Oranais 1903-1906. Armand Colin, Paris, 356p.

LAZREG M., 1994. The Eloquence of Silence: Algerian Women in Question. Routledge, New York 254p.,

LE COZ J., 1964. Les réformes agraires au Maroc. Éditions Techniques Nord-Africaines, Rabat, 256p.

MC MICKAEL P., 2009. A food regime analysis of the 'world food crisis' Agric. Hum. Values 26, pp:281–295. Springer.

MASSIN P., FERCHICHI A., KHARRAT M., FARHAT N. ET GUENTHER N., 2016 : Référentiel du développement agricole durable en Tunisie. Document de base pour la formation et le conseil agricole. Rapport du MARHP, Agence de la Vulg. et de la Form. Agri. - GIZ, Tunis, 60p.

MC MILLEN H., 2012. Ethnobotanical Knowledge Transmission and Evolution: The Case of Medicinal Markets in Tanga, Tanzania1. Econ Bot 66, 121–131.

MIGNOLO W., 2011. The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options. Duke University Press.

MONCHICOURT C., 1913. La région du Haut-Tell en Tunisie (Le Kef, Téboursouk, Makthar, Tala) : Essai de monographie géographique. Armand Colin. Paris 487p.

MOSELEY W.G., 2024. Decolonizing African Agriculture. Food Security, Agroecology and the Need for Radical Transformation. Knowledge Unlatched (KU); KU Select, SDG Books, 229p.

NACHI M., 2019 : La sociologie pragmatique et l'étude des sociétés maghrébines. Ouvrage collectif sous la direction de Nachi, Editions Nirvana, Paris 655p.

OSTROM E., 1990. Governing the Commons. Cambridge University Press.

OUARGHIDI, A., MARTIN, G.J., POWELL, B., 2013. Botanical identification of medicinal roots collected and traded in Morocco and comparison to the existing literature. J. Ethnobiology Ethnomedicine N°9, (59), pp: 9-59.

PASCON P., 1977. Le Haouz de Marrakech. 2 tomes, CNRS/INAV Rabat.

PREBISCH R., 1949. El desarrollo económico de la América Latina y algunos de sus principales problemas. Revista de la CEPAL, 1 (1), pp :7-26.

PONCET J., 1958. La colonisation et l'agriculture européenne en Tunisie depuis 1881. Ed. Mouton Paris La Haye. 700 p.

REDFIELD R., 1956. Peasant society and culture: An anthropological approach to civilization. University of Chicago Press.

ROSTOW, W. W., 1960. The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto. Cambridge University Press.

SANTOS B., 2018. The End of the Cognitive Empire: The Coming of Age of Epistemologies of the South. Duke University Press, 368p.

SANTOS B., MENESES M., 2022. Epistemologies of the South and Rural Futures: Food Sovereignty, Ecological Justice, and Decolonial Praxis. Antipode, 54(5), 1321-1342.

SAYAD A., 1999. La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré. Paris : Éditions du Seuil, Collection « Liber » dirigée par Pierre Bourdieu, 448p.

SCHULTZ T. W., 1964. Transforming traditional agriculture. Yale University Press.

SETHOM H., 1977. Les Fellahs de la presqu'île du Cap-Bon : Etude de géographie sociale et régionale. Publ. de l'Université de Tunis. 352 p.

SPIVAK G.C., 1999. A Critique of Postcolonial Reason: Toward a History of the Vanishing Present. Harvard University Press.

TRIKI S., 2007. L'invisibilité du travail des femmes : l'exemple du milieu rural tunisien. In Locoh Th. (ed.), : « Genre et société en Afrique », Ined Éditions, https://doi.org/10.4000/books.ined.13302.

VADON B., LAMOUCHI L., ELMAY S., MAHNANE S., BENAOUDA H., ELGHARRAS O., 2006. Organisations paysannes : Un levier pour développer l'agriculture de conservation au Maghreb. In Arrue Ugarte J.L., Cantero-Martínez C. (eds.) : « Troisièmes rencontres méditerranéennes du semis direct », Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens n°69, Zaragoza, CIHEAM, pp : 87-99.

VIA CAMPESINA, 2018. Agroécologie paysanne - La Via Campesina en action: des solutions pour le climat. Publication de la collection écologie, n°44.6, Fondation Heinrich Böll Stiftung.

WOLF E., 1969. Peasant Wars of the Twentieth Century. New York: Harper & Row, 328 p.